

## **Gouvernance locale et Développement de la Province de la Tshopo**

## **Local Governance and Development of the Province of Tshopo**

**Aïssi Yuma Mwana Emile**

Professeur

Institut Supérieur de Commerce de Bukavu (ISC-Bukavu)

République Démocratique du Congo

[profaisiaime@gmail.com](mailto:profaisiaime@gmail.com)

**Date de soumission :** 17/11/2020

**Date d'acceptation :** 21/12/2020

**Pour citer cet article :**

AIISI E. (2020) «Gouvernance locale et développement local de la Province de la Tshopo »,  
Revue Internationale du chercheur, «Volume 1 : Numéro 4» pp : 777- 794.

## Résumé

Cet article porte sur *l'analyse de l'incidence de la gouvernance locale sur le développement de la Province de la Tshopo de 2017 à 2019*. En effet, le développement de communautés locales constitue une préoccupation pour les chercheurs en management public au cours de cette dernière décennie. De nombreux travaux y ont été consacrés par ces derniers pour tenter d'élucider et de cerner les problèmes qui freinent le développement de communautés locales en général. Si, pour certaines communautés la contrainte majeure demeure la rareté des ressources naturelles, il n'en est pas le cas pour la Province de la Tshopo, en RDC, qui regorge d'énormes potentialités en ressources naturelles. Partant de l'évaluation de quelques indicateurs économiques de ladite province, ce papier examine l'interaction entre deux dynamiques : la gouvernance locale et le développement local. Il montre que le ralentissement du secteur économique de cette province est dû principalement au déficit de mobilisation des acteurs locaux dans la valorisation des richesses. Comme piste de solution, l'étude préconise l'adoption du développement local comme approche managériale de gouvernance et en propose un modèle théorique adapté à cette province.

**Mots clés :** Gouvernance locale ; Développement ; Proximité ; Décentralisation ; Communauté locale.

## Abstract

This article focuses on the analysis of the impact of local governance on the Development of the Province of Tshopo from 2017 to 2019. Indeed, the development of local communities has been a concern for researchers in public management over the past decade. Much work has been devoted to it by the latter, in an attempt to elucidate and identify the problems that hinder the development of local communities in general. While for some communities the major constraint remains the scarcity of natural resources, this is not the case for the province of Tshopo, in the DRC, which abounds with enormous potential in natural resources. Starting from the evaluation of the few economic indicators of the said province, this paper examines the interaction between two dynamics: local governance and local development. It shows that the slowdown in the economic sector of this province is mainly due to the lack of mobilization of local actors in the development of wealth. As a possible solution, the study recommends the adoption of local development as a managerial approach to governance and proposes a theoretical model adapted to this province.

**Keywords:** Local governance, Development, Proximity, Decentralization, Local community.

## Introduction

Tout gouvernant aspire au développement durable de son peuple. Ce mode de développement répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Talbot, D., 2006). Ainsi, tout développement qui se veut solidaire doit inclure les principes de prévention, de précaution et de participation des acteurs.

Le développement local est l'une des dimensions importantes dans la stratégie de la croissance et du développement durable. Cela revient à penser que l'espace n'est pas soumis à des dynamiques uniquement exogènes, mais qu'il est mis en mouvement par les hommes et les femmes qui l'habitent et qui en sont les acteurs.

Le développement local peut donc être lu comme un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle du vivre ensemble et du bien-être de tous. Il dépasse, ainsi, l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement.

En effet, la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18/02/2006, telle que modifiée à ce jour, consacre la décentralisation comme mode d'organisation territoriale dans le souci d'impulser le développement des communautés et d'arriver à l'amélioration des conditions de vie de la population. Ainsi, à l'instar d'autres Entités Territoriales Décentralisées, la Province de la Tshopo est née à la suite du découpage territorial de 2015, pour matérialisée cette disposition constitutionnelle. Elle s'est, en conséquence, dotée d'un certain nombre d'institutions pour assurer sa gouvernance locale.

Malgré l'adoption de ce mode d'organisation territorial, l'on remarque que le développement de ladite province tarde à se concrétiser.

Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de s'interroger sur l'interaction entre le mode de la gouvernance locale de la Tshopo et l'amélioration des conditions de vie des populations. A cette préoccupation principale, succèdent les questions subsidiaires ci-après :

- en quoi retourne exactement l'approche du développement local ?
- le mode de gouvernance locale actuelle dans la Tshopo permet-il la rentabilisation des ressources locales pour faire face aux besoins locaux de la population ?
- quelles sont les pistes de solution pour la valorisation des ressources locales de ladite province ?

Ces diverses questions croisées et symétriques peuvent être réarticulées pour donner une double question formulée comme suit : dans quel sens a évolué, jusqu'à ce jour, la gouvernance locale et quel mode de gouvernance locale doit-on adopter pour améliorer la qualité de vie des populations ?

Pour avancer une réponse à ce questionnement, il est scientifiquement plausible de supposer que la gouvernance locale qui axe sa stratégie de développement sur la mise en valeur des ressources locales et qui s'appuie sur des démarches volontaristes et endogènes atteindra un développement local viable. A la lumière de quelques indicateurs de la gouvernance locale, il s'agit donc d'établir ou d'infirmer, si le système de gouvernance locale adoptée a permis la rentabilisation des ressources locales et la résolution des problèmes locaux dans la Province de la Tshopo.

Partant du fait que le développement d'une entité est un phénomène complexe et ambigu, il sera abordé dans cette recherche, tant dans sa dimension théorique et qu'empirique. Pour ce qui est du corpus de matériaux empiriques qui ont documenté ce travail, l'on s'est servi d'abord de ce qu'on appelle la littérature grise, entendez les divers documents relatifs à l'évolution économique et les statistiques de la Tshopo, de 2017 à 2019.

A cela s'ajoutent des données vivantes issues des échanges et discussions avec les acteurs impliqués dans le processus de développement de cette entité. L'on a également fait appel à l'observation participante.

Cette contribution est subdivisée, outre l'introduction et la conclusion, en quatre sections. La première section identifie ce qu'il convient d'entendre théoriquement par le développement local. Cette précision conceptuelle est nécessaire pour avoir la même perception dudit concept. La deuxième section examine quelques indicateurs de la gouvernance locale de la Province de la Tshopo, de 2017 à 2019. La troisième section tente de déceler les contraintes du développement de la Tshopo. La quatrième et dernière section de cet article dégage quelques pistes de solutions pour la valorisation des ressources locales de ladite province.

## **1. Perspective théorique sur le développement local et la gouvernance locale**

Le développement local est un concept bien documenté et bien connu à travers le monde et ses actions impliquent l'amélioration du niveau, du cadre et du milieu de vie d'une communauté donnée par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs

d'activité. Il propose une approche globale, intégrée, communautaire et horizontale du développement des collectivités.

Le concept de « développement local », renvoie à une liaison dynamique d'un certain nombre de facteurs (spatiaux, économiques, sociaux, culturelles et politiques), susceptibles de créer les conditions d'une émergence locale non réductible au seul taux de croissance du produit de la collectivité considérée. Trois processus sont généralement associés à ce concept. Il s'agit de la mobilisation et de la valorisation des ressources locales, de la territorialisation appréhendée comme un construit organisationnel et interactif, ainsi que de l'institutionnalisation qui, au-delà du complexe des structures encadrant les activités, met l'accent sur les modes de coordination des agents et déborde les seules logiques marchandes (Fauré, Y.-A., 2005).

C'est un processus par lequel la communauté participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer sa qualité de vie. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économiques, sociales, culturelles, politiques et environnementales. La composante économique devient souvent une priorité vue l'importance pour chacun d'être en mesure de gagner sa vie et de subvenir de manière satisfaisante à ses besoins et à ceux de ses proches.

Cette approche est, avant tout, un phénomène humain où les projets et l'action, plus que les institutions et les politiques, mobilisent l'ensemble des intervenants de la communauté. Ces intervenants sont qualifiés d'acteurs ; ceux qui s'investit dans l'action, qui soutiennent les ruptures et organisent le changement. Ce dernier est pourvu d'une intériorité subjective, d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative.

Le développement local est un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle du vivre ensemble et du bien-être de tous. Il va au-delà de l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement.

Comparativement aux modèles économiques traditionnels, le développement local apporte non seulement un changement significatif dans l'organisation de la production locale mais aussi ouvre la voie à l'industrialisation (Leloup, F., Moyart, L. et Pecqueur B., (2003) ; McCormick, D., 2003).

Le développement local renvoie à son mode de pilotage, qu'est la gouvernance locale. Celle-ci peut être définie comme un processus de mise en compatibilité de plusieurs proximités

institutionnelles unissant des acteurs géographiquement proches, en vue de la résolution d'un problème productif ou de la réalisation d'un projet de développement local (Gilly J.-P., 2006). Cette définition met en évidence la dynamique institutionnelle collective qui articule différentes logiques d'acteurs se confrontant et/ou coopérant sur un territoire.

Cette approche managériale met particulièrement l'accent sur les modes de régulation qui reposent sur la coordination d'une pluralité d'acteurs intervenant sur le territoire local et tient compte des relations formelles et informelles qui prévalent entre les différents acteurs locaux et qui influencent le rendement et l'efficacité des systèmes économiques à l'échelon local (Zbir Nawal, 2020). C'est une forme de régulation territoriale et d'interdépendance dynamique entre agents productifs et institutions locales. (Bertrand et Moquay, 2004).

## **2. Evaluation de la gouvernance locale de la Tshopo**

L'efficacité du système économique à l'échelon local est un déterminant majeur de la gouvernance locale. De ce fait, l'analyse de deux indicateurs s'y rapportant, à savoir les recettes mobilisées ainsi que la production agricole et industrielle, nous permet d'évaluer l'incidence du mode de régulation des différents acteurs locaux sur le développement local.

### **2.1. Recettes mobilisées en 2017 et 2019**

L'analyse des finances publiques de cette province montre que durant les trois années sous étude, les recettes n'atteignent pas 30 millions de dollars américains l'an. Cette situation est paradoxale pour cette province, riche en ressources naturelles. La faible mobilisation est plus manifeste en 2019, où par rapport aux prévisions les recettes mobilisées ne représentent que 29,41%. (Rapport des redditions de compte de la Tshopo, 2019).

Cette situation est consécutive à plusieurs facteurs. Il s'agit notamment de la non-diversification de l'économie, la non-valorisation des ressources locales ainsi que la faible production agricole, industrielle et touristique.

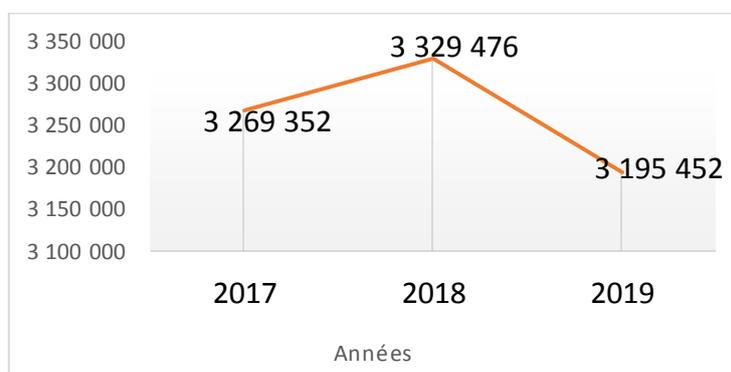
### **2.2. Production agricole, industrielle et touristique**

#### **2.2.1. Production agricole**

Province à vocation agricole certes, la production agricole de la Tshopo demeure, à ce jour, une production de subsistance et de commerce local. La population cultive plus les cultures vivrières et maraîchères et ce, d'une manière non mécanisée. Pour ce qui est de la production

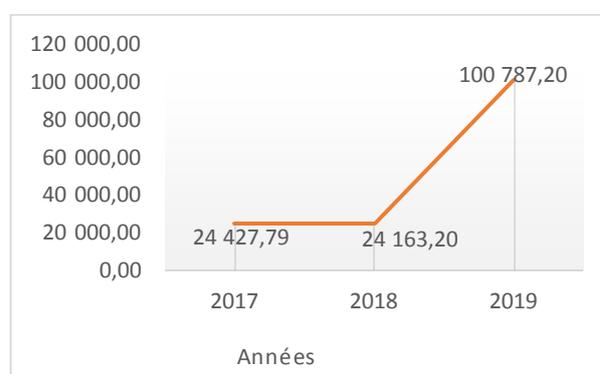
en culture vivrière, la production agricole de 3 195 452 tonnes contre 3 329 476 une année avant.

**Figure N°1 : Evolution de la production des cultures vivrières (en tonnes) dans la Tshopo de 2017 à 2019**



La grande partie de la production agricole de cette province, soit 80%, concerne la culture du manioc. Ce type de culture, à grande consommation dans ladite province, est économiquement moins rentable. La production en culture maraîchère concerne les légumes feuilles, les légumes fruits et les légumes bulbes. Outre les cultures vivrières et maraîchères, la Tshopo cultive, à faible échelle, des cultures industrielles et pérennes, notamment le palmier à huile, l'hévéa (caoutchouc), le café, le cacao, le thé et la rauwolfia. En 2019, par exemple, la production globale était de 100 787,2 tonnes contre 24 163,2 tonnes, une année avant. 42,3% de cette production concerne le palmier à huile. Les cultures rentables telles que le café et le cacao ne représentent que 20,3% de la production globale.

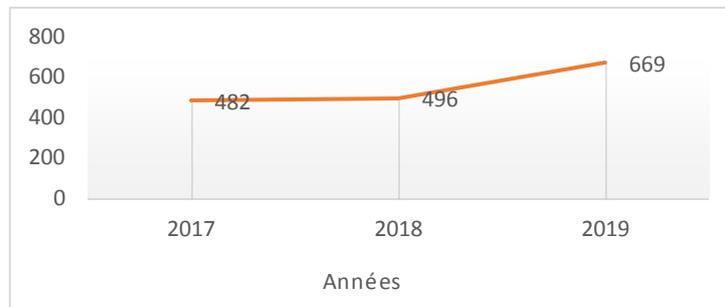
**Figure N°2 : Evolution des cultures industrielles et pérennes (en tonne)**



S'agissant de la pêche, sa production est de 669 tonnes en 2019 contre 496 tonnes une année avant. Cette faible production est due du fait que la pêche se pratique encore d'une manière

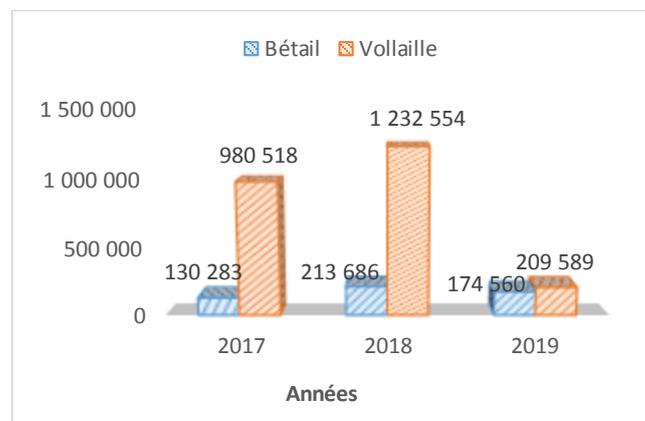
artisanale. Cette activité pourrait être rentable si, d'une part, la stratégie de développement était axée sur l'encadrement des pêcheurs et l'incitation des opérateurs économiques à investir dans ce secteur.

**Figure N°3 : Evolution de la production de pêche à la Tshopo (en tonnes) de 2017 à 2019**



Quant à l'élevage, elle suscite moins d'intérêt pour les ménages agricoles. En 2019 par exemple, l'on dénombre 174 560 têtes de bétail et 209 589 têtes de volailles, contre 1 232 554 têtes de volailles et 213 686 têtes de bétail, une année plutôt.

**Figure N°4 : Production du cheptel animal (en nombre de têtes)**

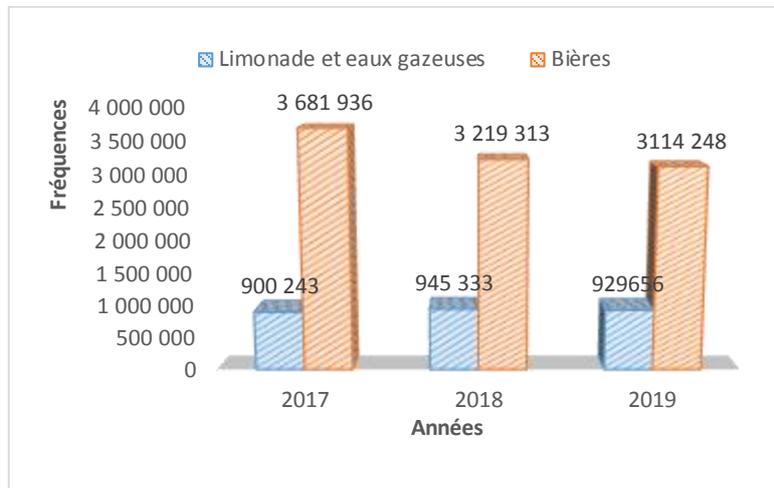


### 2.2.2. Production industrielle

Le secteur industriel de la Province de la Tshopo est constitué essentiellement des industries à caractère brassicole, textile et huilière. Les matières premières intervenant dans la production ne proviennent pas des ressources agricoles locales.

S'agissant du secteur brassicole, sa production en bière en 2019 est de contre 3 114 248 hl contre 3 219 313 hl une année avant. Quant à la production des boissons gazeuses, elle est de 929 656 hl en 2019 contre 945 333 hl une année plus tôt.

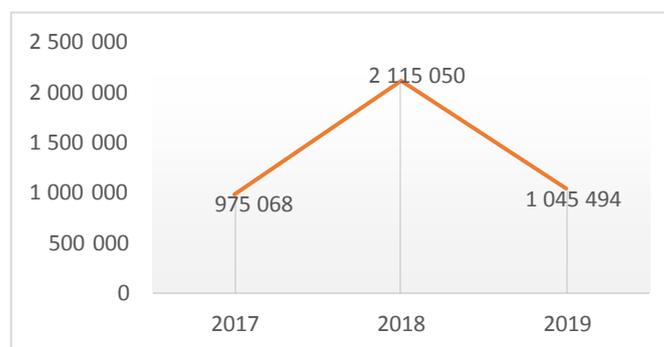
**Figure N°5 : Production de la bière et des boissons gazeuses par la Brasserie et Limonaderie de Kisangani (BRALIMA/Kis, en sigle)**



Les matières premières concernées dans la transformation proviennent essentiellement de l'extérieur pourtant parmi les produits agricoles produits localement, l'on dénombre le riz et le maïs qui peuvent être utilisés dans le processus de production de la bière s'ils sont produits à grande échelle.

En ce qui concerne l'industrie textile, il y a lieu de relever sa faible production, soit 1.045.494 mètres en 2019, due notamment à la concurrence imposée sur le marché par les tissus d'origine asiatique. Le coût de production est élevé du fait que le coton utilisé comme matière première est importé, alors que la province dispose des terres arables où l'on peut cultiver du coton.

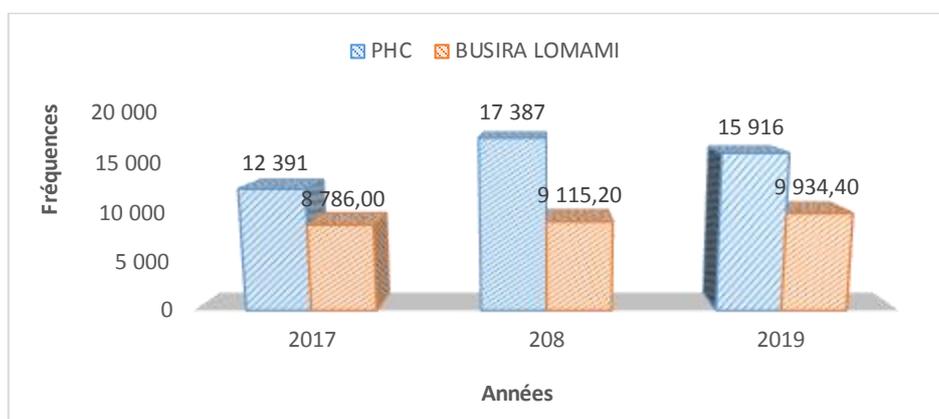
**Figure N°6 : Evolution de la production de tissus par la Société Textile de Kisangani de 2017 à 2019 (en mètre linéaire)**



Pour ce qui est de l'industrie huilière, deux usines qui sont encore opérationnelles, à savoir les Plantations et Huileries du Congo (PHC, en sigle) et la Société BUSIRA LOMAMI

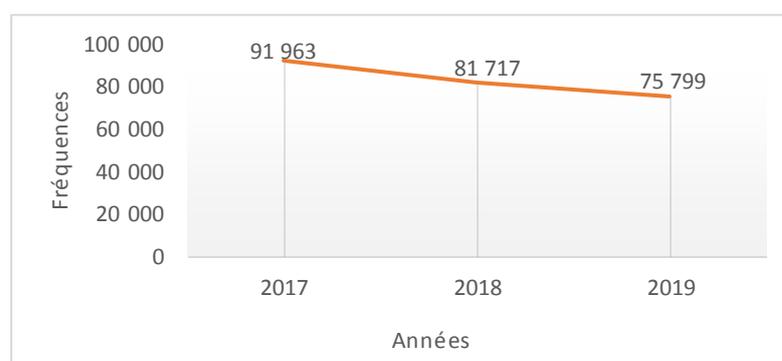
ORIENTALE. Pour ce qui est de leur production, elle est de 15 916 tonne pour la PHC et de 9 934,40 tonnes pour BUSIRA LOMAMI ORIENTALE en 2019.

**Figure N° 7 : Production d’huile de palme des Sociétés Plantations et Huileries du Congo (PHC) et BUSIRA LOMAMI ORIENTALE.**



Quant à la production énergétique, signalons que la province dispose d’une Centrale hydroélectrique, dont la production est insuffisante (10 Mégawatts) pour répondre au besoin de l’industrialisation de la province.

**Figure N° 8 : Production d’électricité en Mwh à la Tshopo de 2017 à 2019**



### 2.2.3. Production touristique

En dépit de sa potentialité dans le domaine touristique, ce secteur demeure peu rentable du fait que plusieurs sites touristiques ne disposent pas d’infrastructures décentes pour accueillir les touristes.

### **3. Contraintes de développement de la Tshopo**

Au regard de l'évaluation de ces deux indicateurs clés de la gouvernance locale (finances publiques et production agricole et industrielle), il apparaît clairement que la gouvernance locale se heurte à un certain nombre des contraintes majeures qui entravent la valorisation des richesses locales de la Province de la Tshopo. Ces contraintes sont liées notamment à la décentralisation, à la capacitation des ressources humaines, à l'accès aux crédits agricoles, à la valorisation du paysannat, à l'enclavement des milieux ruraux et à la non-compétitivité du secteur industriel.

#### **3.1. Contraintes liées à la décentralisation**

En ce qui concerne les défis liés à l'effectivité de la décentralisation, plusieurs chercheurs soutiennent la thèse selon laquelle, heurtant les intérêts politiques et soulevant de grandes difficultés, l'application de la décentralisation se trouve retardé, contrecarrée et détournée et là où elle existe, elle s'opère en obéissant à des rapports de forces politiques et économiques plus qu'à la lettre et à l'esprit des lois. Cette position rejoint celle de Mukoka Nsenda qui, parlant de la décentralisation en République Démocratique du Congo, soutient qu'en théorie comme en pratique, l'expérience actuelle de la décentralisation appelle les critiques suivantes : le déficit d'un leadership capable d'assurer le portage politique de la décentralisation ; le manque de financement de la décentralisation par l'Etat congolais ; l'absence du lien de triangulation entre la décentralisation, la territorialisation et le développement local (Mukoka Nsenda F. et Iyaka Buntine, F.-X., 2018).

Cette situation explique le constat fait par le Programme des Nations-Unies pour le Développement qui soutient que ce résultat d'une réforme de la décentralisation non concluante condamne les Entités Territoriales Décentralisées et les administrations déconcentrées à vivre dans un contexte de débrouillardise et de paupérisation (PNUD, Rapport...2014).

A cette allure, la décentralisation, comme le découpage, risquent de ne pas jouer leur rôle face à l'enjeu de la démocratie à la base, de la croissance inclusive et du développement durable du pays (PNUD, Rapport...2015).

Ajoutons à cela, le problème de l'administration qui fonctionne sous l'angle volontariste au lieu d'être une administration normative respectueuse des textes légaux et réglementaires avec comme toile de fond, un recrutement hors norme du personnel et une politisation à outrance

qui l'affaiblit et la rend inefficace dans ses prestations au service des citoyens et de la collectivité.

### **3.2. Contraintes liées à la capacitation des ressources humaines**

La deuxième contrainte en rapport avec le développement de la Province de la Tshopo concerne la perception de l'échelon « local » par la population. En effet, pour cet acteur (population locale), l'échelon local ne constitue pas, jusque-là, un lieu de participation élargie des populations aux actions de développement. Ceci a une incidence sur la mobilisation d'acteurs concernés pour sa mise en œuvre. A cette contrainte, il faut ajouter l'insuffisance d'organisations collectives qui limite la cohésion et le rassemblement des forces. Il y a lieu d'épingler aussi le faible niveau d'alphabétisation et de technicité du paysan qui limite sa productivité et sa capacité à recourir aux méthodes favorisant le plus la productivité.

De même, l'insuffisance d'information et de formation continues sur les meilleures pratiques agricoles ainsi que le non encadrement par les acteurs du développement des ménages agricoles, constituent un frein à l'amélioration de la productivité.

### **3.3. Contraintes liées à l'accès aux crédits agricoles**

L'accès au financement bancaire des Petites et Moyennes Entreprises, en général, et ceux œuvrant dans le secteur agricole, en particulier, est une condition nécessaire au développement de la Province de la Tshopo. Malheureusement, l'état actuel de système financier de la République Démocratique du Congo ne facilite pas cet accès au financement. En effet, ces agents économiques sont perçus par les institutions de crédit comme des structures à risque, peu résilientes, fragiles en termes d'activité, de solvabilité et de gestion. De même, les banques et les Institutions de Microfinance, qui demeurent les principaux partenaires, ne prennent pas non plus en compte les besoins spécifiques de ces agents économiques, tels que la flexibilité de structuration des produits financiers, la simplicité et la clarté des conditions de prêt et l'étude personnalisée de leur capacité de remboursement (Lange, J., 2019).

Pour les agents économiques œuvrant dans le secteur agricole, cette difficulté d'accès aux financements bancaires a pour conséquences, l'accès limité aux intrants agricoles et vétérinaires, la non-mécanisation de l'agriculture, le non-entretien des plantations et la non-matérialisation des projets d'implantation des unités de transformation.

### **3.4. Contraintes liées à la valorisation du paysannat**

Les milieux ruraux dans la Province de la Tshopo sont confrontés aux problèmes d'infrastructures de base, de voies de communication, des soins de santé de qualité, d'eau potable et d'électricité. La non-viabilité de ces milieux fait que la population active préfère migrer vers les zones minières pour la recherche de l'emploi. Pourtant, cette province continue d'importer plus de 80 % de ses besoins en produits alimentaires, alors qu'elle dispose des terres arables.

Pour ce qui est des contraintes liées à la valorisation du paysannat, il y a lieu de rappeler que, la Province de la Tshopo continue d'importer plus de 80 % de ses besoins en produits alimentaires, alors qu'elle dispose des terres arables.

Faute, d'une part, de ne pas donner aux filières agricoles un rôle accru et d'autre part, la non accessibilité des milieux ruraux et l'absence des infrastructures de base, de voies de communication, des soins de santé de qualité, d'eau potable et d'électricité, la population active de ces milieux, préfère migrer vers les zones minières pour rechercher l'emploi et des bonnes conditions de vie.

### **3.5. Contraintes liées à l'enclavement des milieux ruraux**

L'effondrement de l'ensemble du réseau multimodal de la Province de la Tshopo, avec comme conséquence, des ruptures de la chaîne logistique des transports, constitue une contrainte majeure pesant sur la relance de l'activité agro-économique et la reprise des exportations. Cet état des choses qui ne facilite pas l'évacuation et l'écoulement des marchandises fait qu'une grande partie de la population rurale est, aujourd'hui, victime d'un cycle de paupérisation.

La mauvaise qualité d'entretien du réseau routier constitue aussi une des causes de l'enclavement des milieux ruraux. Quatre raisons peuvent expliquer cette situation :

- la faiblesse du maître d'ouvrage, qui n'arrive pas à suivre la qualité de l'entretien, par manque de ressources humaines, matérielles et par manque d'expertise en gestion de réseau ;
- des compétences techniques limitées chez les superviseurs de l'entretien ;
- des collusions entre l'entité de supervision et la structure d'entretien : de fausses réceptions de travaux et des surestimations de la qualité réelle d'entretien ;
- un manque d'implication des communautés locales dans le suivi-évaluation des travaux d'entretien.

### **3.6. Contraintes liées à la non-compétitivité du secteur industriel**

L'activité économique de la Province de la Tshopo, dans sa branche manufacturière, évolue principalement avec deux grandes unités de transformation, à savoir : la Société Textile de Kisangani (SOTEXKI, en sigle) dans le domaine textile et la Brasserie et Limonaderie (BRALIMA, en sigle) dans le domaine brassicole.

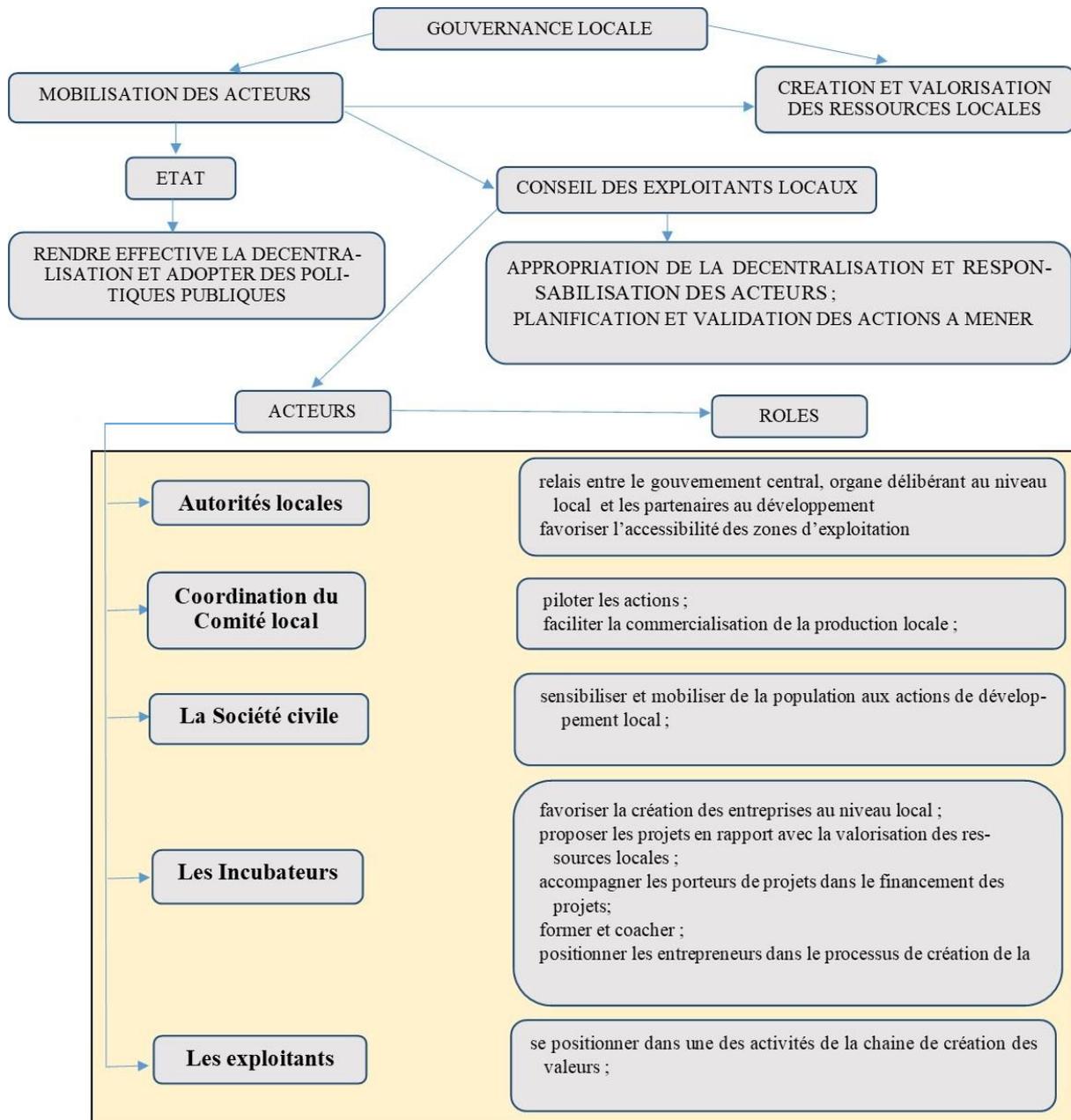
Ces deux unités de production éprouvent d'énormes difficultés en termes de productivité, dues au coût élevé des matières premières qui sont exportés de l'extérieur, à l'absence d'une politique industrielle calquée sur la production locale des matières premières. A cette difficulté, s'ajoutent les problèmes énergétiques et la pression fiscale qui rendent ces entreprises moins compétitives.

### **4. Pistes de solution pour le développement de la Tshopo**

Pour faire face aux défis relevés au troisième point et permettre ainsi, la réalisation du contrat social en vue de l'épanouissement collectif, nous préconisons un système de gouvernance participatif ayant une base sociale intérieure, qui au niveau national, permet d'établir, le lien de triangulation entre la décentralisation, la territorialisation et le développement local et au niveau local, favorise l'appropriation de la décentralisation par tous les acteurs locaux, ainsi que la mobilisation et la responsabilisation de ces derniers dans le processus de création et de valorisation des ressources locales. Ce modèle répond à la dialectique d'une dynamique de la gouvernance politique et économique.

La figure 9 présente d'une manière synthétique le modèle théorique de la gouvernance locale comme approche managériale du développement local.

**Figure N°9 : Modèle théorique de gouvernance locale**



## Conclusion

La présente réflexion a portée sur l'analyse de l'incidence de la gouvernance locale sur le développement de la Province de la Tshopo de 2017, 2018 et 2019. En effet, le développement de communautés locales constitue une préoccupation pour les chercheurs en management public au cours de cette dernière décennie. De nombreux travaux y ont été

consacrés par ces derniers, pour tenter d'élucider et de cerner les problèmes qui freinent le développement de communautés locales en générale. Si pour certaines communautés la contrainte majeure demeure la rareté des ressources naturelles, il n'en est pas le cas pour la Province de la Tshopo, en RDC, qui regorge d'énormes potentialités en ressources naturelles.

Partant de l'évaluation des quelques indicateurs économiques de ladite province, ce papier a examiné l'interaction entre deux dynamiques : la gouvernance locale et le développement local. Il démontre que le ralentissement du secteur économique de cette province est dû principalement au déficit de mobilisation des acteurs locaux dans la valorisation des richesses. Comme piste de solution, l'étude a préconisé l'adoption du développement local comme approche managériale de gouvernance et a proposé un modèle théorique adapté à cette province.

Ainsi, dans le contexte actuel de la Province de la Tshopo caractérisée par un ralentissement du secteur économique, l'adoption du développement local comme approche managériale de gouvernance est recommandée. La principale contribution de cette étude est d'avoir dégagé les contraintes qui entravent le développement de la Tshopo et débouche sur des propositions concrètes dont la mise en œuvre permettrait l'amélioration du processus de management de cette communauté locale. Comme apport théorique, nous présentons un modèle de développement local adapté pour cette province.

Par ailleurs, s'étant limité à l'évaluation de quelques indicateurs économiques, cette recherche ouvre la voie à des réflexions futures sur l'incidence des autres facteurs explicatifs tels que les facteurs culturels et politiques pour mieux cerner le déficit de mobilisation des acteurs locaux dans la valorisation des richesses locales.

## BIBLIOGRAPHIE

Angeon, V. et Callois J.M., (2005) : « Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? » *Économie et institutions* [En ligne], n°6-7, pp. 19-50. Disponible sur <https://journals.openedition.org/ei/890>.

Bertrand, N., Moquay P., (2004) : La gouvernance locale, un retour à la proximité. In: *Économie rurale*. [En ligne], n°280. Proximité et territoires. pp. 77-95. Disponible sur [https://www.researchgate.net/profile/Patrick\\_Moquay/publication/46520440](https://www.researchgate.net/profile/Patrick_Moquay/publication/46520440).

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

Fauré, Y.-A., (2005) : « Des politiques publiques décentralisées, entraves au Développement local. Expériences brésiliennes », Armand Colin, *Revue Tiers Monde*, [En ligne], n° 18, pp. 95-118. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2005-1-page-95.htm>.

Gilly, J.-P. et Perrat J., (2003) : « Gouvernance et dynamiques institutionnelles des territoires », *communication à la journée de travail sur la Gouvernance territoriale : pratique, discours et théories*, IEP de Toulouse.

Gilly, J.-P., (2006) : « L'économie de proximité : Principes théoriques et étude de cas » in *les territoires productifs en question(s) : Transformations occidentales et situations maghrébines*, Collection : Maghreb et sciences sociales, pp. 25-32.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, *Statistiques démographiques et sociales, Projection démographique 2019-2025*, INS-RDC, Kinshasa, 2017, disponible sur <http://ins.mkbco.pro/Statistiques/Statistiques-D%C3%A9mographiques-et-Sociales>.

Laganier, R., Villalba, B. et Zuindeau, B., (2002) « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 1. Disponible sur <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774>.

Lange, J., (2019) : « Concrétiser le potentiel de l'Afrique : financement et compétences des PME » in *Secteur Privé & Développement*, n° 32, PROPARCO, Paris, pp. 12-15.



Leloup, F., Moyart, L. et Pecqueur B., (2003) : « Le développement local en Afrique de l'Ouest : quelle (s) réalité (s) possible (s) ? », De Boeck Supérieur, *Mondes en développement* [En ligne], vol. 31, n° 24, pp. 95-112. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2003-4-page-95.htm>

McCormick, D., (2003) : « Faut-il favoriser les *clusters* industriels en Afrique ? », *Le Courrier ACP-UE*, n° 196, janvier-février, 2003, pp.33-35.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, *Cadre stratégique général de la réforme et modernisation de l'administration publique*, 2015.

Mukoka Nsenda, F. et Iyaka Buntine F.-X., (2018) : « Privatisation du politique et gouvernance des réformes administratives » in Kankwenda Mbaya J. (sd), *Le degré zéro de la dynamique politique en République Démocratique du Congo : 1960-2018* (pp.123-212), ICREDES, Kinshasa-Montréal, Washington.

PNUD (2015) : *Rapport National sur le Développement Humain 2014 : Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC*, Kinshasa.

PNUD (2017) : *Rapport National sur le Développement Humain 2016 : La croissance inclusive, le développement durable et le défis de la décentralisation*, Kinshasa.

Talbot, D., (2006) : « La gouvernance locale, une forme de développement local et durable? Une illustration par les pays », *Développement durable et territoires* [En ligne] Dossier 7. Disponible sur <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2666>.

Zbir, N., (2020) : « La gouvernance locale et le rôle des territoires dans le développement de l'innovation managériale », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, Vol 1 : 5, pp : 331-350.